

Une attaque armée au Burundi aggrave les tensions avec le Rwanda

@rib News, 05/12/2019 Source AFP Une attaque meurtrière perpétrée mi-novembre par des inconnus contre une position avancée de l'armée burundaise, près de la frontière avec le Rwanda, exacerbe les tensions déjà vives entre les deux voisins, Bujumbura accusant désormais Kigali d'"agression armée".

L'attaque s'était déroulée dans la nuit du 16 au 17 novembre sur la colline de Twinyoni, à une centaine de kilomètres au nord de Bujumbura et moins de cinq kilomètres de la frontière rwandaise: 19 soldats ont péri et une vingtaine ont été blessés dans cet assaut mené par des assaillants bien entraînés et équipés, selon des survivants, de lunettes de vision nocturne. Il s'agit de l'attaque la plus meurtrière perpétrée sur le sol burundais depuis 2015 et l'annonce de la candidature controversée du président Pierre Nkurunziza à un troisième mandat, qui a plongé le pays dans une grave crise politique doublée d'une grave récession économique. Dans un premier temps, l'armée burundaise avait attribué l'attaque à "un groupe armé de fusils en provenance du Rwanda", avant que le porte-parole et secrétaire général du gouvernement, Prosper Ntahorwamiye, ne désigne directement l'armée rwandaise comme responsable, sans toutefois étayer ces accusations. Ces derniers jours, le gouvernement burundais, qui accuse le Rwanda d'"agression armée", a déposé plainte contre son voisin du nord auprès de la Communauté des États d'Afrique de l'Est (EAC), selon des documents consultés par l'AFP. La même plainte a été déposée auprès de l'Union africaine (UA), l'ONU et la Conférence internationale pour la région des Grands lacs (CIRGL) à laquelle appartiennent les deux petits pays, selon une source diplomatique. - 'Allégations infondées' - L'EAC n'a pas encore réagi officiellement, mais la CIRGL a annoncé l'envoi au Burundi puis au Rwanda d'une mission de "vérification" d'ici au 10 décembre, selon un ordre de mission publié sur les réseaux sociaux et authentifié par l'AFP. "Cette mission est attendue à Bujumbura" cette semaine et va également "se rendre sur le terrain où nous allons lui présenter les preuves de l'agression rwandaise. Puis retour à Bujumbura avant qu'elle n'aille à Kigali", a expliqué à l'AFP un haut responsable des services de sécurité burundais, sous couvert d'anonymat. Kigali a catégoriquement démenti toute implication dans l'attaque, Le secrétaire d'État rwandais des Affaires étrangères, Olivier Nduhungirehe parlant d'"allégations infondées venant du Burundi, comme ils l'ont déjà fait ces quatre dernières années". Kigali a également accusé son voisin d'attiser les tensions entre les deux pays pour détourner l'attention de la communauté internationale sur les violations des droits de l'homme documentées par l'ONU. Les accusations de Bujumbura marquent une étape supplémentaire dans les relations déjà déstabilisées entre les deux voisins: c'est la première fois depuis le début de la crise actuelle au Burundi que Bujumbura accuse directement l'armée rwandaise d'une attaque sur son sol. Jusqu'à présent, les deux pays s'accusaient mutuellement d'entraîner et de soutenir d'une part des rebellions burundaises naissantes et, de l'autre, de soutenir et d'héberger des groupes de miliciens hutu rwandais des FDLR. Jean-Claude Karerwa Ndenzako, le porte-parole du président burundais, a prévenu il y a une semaine dans un tweet qu'en cas "de récidive, (le Burundi) se réserve le droit de la légitime défense et, surtout, le droit de poursuite". "Nous espérons que ces organisations (EAC, CIRGL) vont cette fois sortir de leur inertie, et condamner clairement le Rwanda pour son agression, même si on n'y croit pas trop", a par ailleurs expliqué à l'AFP un haut cadre gouvernemental. "Le Rwanda est prévenu, nous n'allons plus tolérer le mépris de ses dirigeants", a mis en garde la même source. - 'A la sauvette' - Des proches des familles des victimes ont pour leur part accusé le pouvoir burundais d'avoir inhumé leurs proches "à la sauvette". "Les 19 soldats ont été enterrés par petits groupes, en trois vagues, sans la présence d'aucun haut responsable gouvernemental ou militaire, et leurs proches ont été empêchés de faire un deuil public", a dénoncé à l'AFP l'un de ces proches ayant requis l'anonymat par peur de représailles. Un diplomate africain relève pour l'AFP que "cette attaque a été vécue comme une grande humiliation et a porté un grand coup au moral". Jusqu'à présent, "le pouvoir burundais se targuait de faire régner la paix et la sécurité à travers tout le pays", relève-t-il. Ce climat de vive tension, propice à l'escalade, intervient à six mois d'élections générales au Burundi sur lesquelles pèsent de nombreuses incertitudes. Au pouvoir depuis 2005, le président Nkurunziza a surpris les observateurs en assurant qu'il ne se présenterait pas à sa propre succession en 2020, alors qu'une nouvelle Constitution adoptée en 2018 le lui permet. On ignore en l'état qui sera le candidat du parti au pouvoir. De son côté, Agathon Rwaso, un ancien candidat à l'élection présidentielle et issu comme M. Nkurunziza d'une rébellion hutu, accuse le pouvoir d'intimidation et de violences systématiques contre les membres de son parti.